

le bill avec acharnement. Il proposa des amendements qui furent repoussés. Et, après l'un de ces échecs, il pronouça les paroles suivantes :

“ Mon amendement a été rejeté, et il est parfaitement clair que l'objet du bill n'est pas simplement de faire disparaître des termes offensants, mais de défendre à tous les officiers de l'Etat de faire la déclaration ou une déclaration équivalente à celle que, d'après le *Settlement Act*, le souverain de ce pays est tenu de faire le jour de son couronnement. Et si la Chambre des Lords adopte ce bill, le souverain sera appelé à faire une déclaration que le Parlement aura déclarée indigne d'être prêtée par aucun officier de l'Etat.” (Hansard's Debates, 3<sup>e</sup> série, vol. 187, p. 574.)

Il est inutile de souligner l'importance de cette dernière phrase, au point de vue de la question qui nous occupe. Si vous abolissez la déclaration pour tout le monde, disait ce fanatique clairvoyant, vous proclamez qu'elle est indigne d'être souscrite par quiconque que ce soit, et qu'elle n'est bonne que pour le souverain !

A la Chambre des Lords, le débat fut encore plus intéressant. Ce fut lord Kimberley qui présenta le bill. Et son discours fut une condamnation écrasante de la déclaration :

“ Le bill, dit-il, propose d'abolir la déclaration contre la transsubstantiation ; je suis convaincu que les Lords seront d'opinion qu'il n'est pas raisonnable ni désirable de la maintenir. Je ne fatiguerai pas la